











Prestations d'organisation de manifestations  
évènementielles à La Réunion et sur la zone Océan  
Indien





**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

**N° 2025010RREA140**

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations d'organisation de manifestations événementielles à La Réunion et sur la zone Océan Indien
	Acheteur	IRD
	Type de contrat	Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
		Montant maximum : 500 000,00€ HT
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Ile de la Réunion et Zone Océan Indien
	Durée	48 mois
	Développement durable	Clause environnementale, Clause sociale
	Pénalités de retard	OUI (voir article 8.1)
	Variation des prix	NON
	Nature des prix	Prix unitaires

## 1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Prestations d'organisation de manifestations événementielles

Le marché a pour objet la fourniture de prestations d'organisation de manifestations événementielles (colloques, séminaires et ateliers) scientifiques et institutionnelles sur l'île de la Réunion et dans la zone Océan Indien

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Ile de la Réunion et Zone Océan Indien**.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière 2025010RREA140 ;
- le présent document CCAP n°2025010RREA140 ;
- le CCTP 2025010RREA140 ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

- l'offre technique du titulaire dont le CRT intégralement rempli ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

## 2.2. Représentation des parties

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **IRD**, représenté par Valérie Verdier Présidente Directrice Générale.

### Adresse et coordonnées :

Direction des finances  
44 boulevard de Dunkerque - CS 90009  
13 572 Marseille Cedex 02  
Téléphone : 0491999200

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commandes et marchés subséquents sans minimum et avec maximum** - montant maximum 500 000,00 € HT en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique.

### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

Les nomenclatures achat NACRES sont :

CB12 et CB13 : Prestations d'organisation de congrès, colloques, foires et expositions

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### ■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **24 mois renouvelable deux fois un an par tacite reconduction** à compter de la notification du contrat.

En cas de non reconduction par l'IRD, l'IRD notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, précédé d'un préavis de 3 mois.

La durée de chaque marché subséquent est précisée dans les documents de ces marchés. La durée d'exécution des marchés subséquents ne peut excéder six mois au-delà de la date limite de validité de cet accord cadre.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre

#### ■ **Forme et modalités de passation des marchés subséquents**

Pendant toute la durée de validité de l'accord cadre, des marchés subséquents sont conclus sur la base du présent accord cadre. A la survenance du besoin, un cahier des charges spécifique sera remis par l'IRD au titulaire.

Pour chaque marché subséquent, le titulaire devra remettre une offre financière et technique en adéquation avec les indications données par l'IRD. Cette offre est alors acceptée le cas échéant après vérification de la cohérence avec les besoins de l'IRD.

Le titulaire a une obligation générale de répondre lors de la consultation du marché subséquent et s'engage à faire des offres acceptables et appropriées lorsqu'il est sollicité pour un marché subséquent.

Les marchés subséquents inférieurs à 40k€ HT peuvent être traités par l'émission de bon de commande simple.

## **5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

---

### **5.1. Prix du contrat**

#### ■ **Nature et détermination des prix :**

Les prix du contrat sont **unitaires**.

Les prix de positionnement (prix plafond) portent sur les prestations mentionnées dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à ne pas proposer dans une offre à marché subséquent, des prix supérieurs à ceux sur lesquels il s'est engagé dans le présent accord cadre.

#### ■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

#### ■ **Contenu des prix :**

Les prix de chaque marché subséquent comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat (y compris les dépenses liées au déplacement du personnel du titulaire) ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais annexes (transport, hébergement, restauration, location de lieux, ...) sont réglés au titre de l'UO correspondante sur présentation d'un justificatif.

## 5.2. Conditions de paiement

### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue et fixée à 30% du montant des prestations.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Conformément à l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement  
F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Pilotage du marché :

Le marché sera piloté par le Siège de l'IRD. Pour tout échange d'ordre général ou administratif, le titulaire pourra contacter : [df.sapi@ird.fr](mailto:df.sapi@ird.fr)

Le pilotage opérationnel et technique du marché sera assuré par la Représentation de la Réunion. Le nom et les coordonnées des référents opérationnels de l'IRD seront précisés lors de la réunion de lancement du marché.

#### ■ Désignation d'un référent :

Le titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de l'IRD pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

#### ■ Délais :

Le titulaire détaillera dans chaque marché subséquent, le délai d'exécution pour chacune des opérations. En cas de non respect des délais, les pénalités détaillées à l'article 8 sont applicables.

#### ■ Réunion de lancement de la prestation

A la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée sous 7 jours ouvrés entre le titulaire et l'IRD afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation.

Cette réunion de lancement aura pour objet de permettre au titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation et à l'IRD de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation et remettre au titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

### 6.2. Vérification des prestations

#### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Le titulaire est également soumis à une obligation de résultat. Les prestations qu'il assure au titre du présent marché doivent être exécutées en intégralité et parfaitement achevées.

#### ■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire seront assurées par l'équipe de pilotage opérationnel et technique de la représentation de la Réunion

### **6.3. Développement durable**

#### ■ **Clause sociale :**

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses fournisseurs les dispositions légales et réglementaires dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, notamment au titre de l'article L1142-1 du Code du Travail.

#### ■ **Clause environnementale :**

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes : Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les démarches qu'il a renseignées dans son mémoire technique, en matière de protection de l'environnement dans sa recherche de prestataires et de lieux.

Dans tous les cas, le titulaire doit interroger les prestataires sur les pratiques environnementales qu'ils développent dans l'exécution des prestations qui leur sont confiées. En particulier, ces prestataires doivent être interrogés sur les éventuelles labellisations dont ils disposent attestant de leurs engagements en la matière (certification ISO 2021 « Système de management responsable appliqué à l'activité événementielle », ISO 14001 « certification de management environnemental », etc... Ces informations sont transmises à l'IRD à l'issue de la recherche. Elles ne constituent pas un critère de sélection de ces prestataires.

Dans tous les cas, la recherche du lieu de la manifestation doit préciser les possibilités :

- De prendre en compte les contraintes de déplacement du public ciblé dans un souci de réduction des émissions polluantes et des gaz à effet de serre (GES) : sites faciles d'accès et proches de transport en commun, développement de solutions de co-voiturage, systèmes de navettes.
- De cibler de façon préférentielle des sites disposant de systèmes pour une gestion optimisée des fluides (énergie, eau) et des déchets (tri sélectif).

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

### **6.4. Autres stipulations**

#### ■ **Modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par voie d'acte modificatif** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.



## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment, durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Obligation de vigilance :

Les pièces requises dans le cadre de l'obligation de vigilance (justification d'immatriculation, attestation sociale de vigilance URSSAF, liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail notamment) sont rendues accessibles par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

#### ■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

#### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Dans le cadre de prestations événementielles qui induiraient la manipulation, la détention de données personnelles particulièrement sensibles, une annexe RGPD pourrait être exigée.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <b><math>P = V \times R / 1000</math></b>.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p>

### 8.2. Application des pénalités et autres sanctions

#### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### ■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

#### ■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat.

#### ■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

#### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Marseille  
31 Rue Jean François Leca  
13281 Marseille Cedex 06

Téléphone : 04 91 13 48 13  
Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

---

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

#### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

#### ■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins. ...



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)